

LA NUMERISATION MARCHANDE GENERALISEE OU L'URGENCE D'UN DEBAT

Pascal ROGGERO

*Professeur, Université Toulouse I Capitole
IDETCOM, chercheur associé au Centre Edgar Morin de l'EHESS*

Parmi bien d'autres, les « déserts médicaux » en sont un signe : des dynamiques socio-spatiales fragmentent l'espace en territoires dont les profils se différencient de plus en plus. A la riche urbanité des centres métropolitains où la densité médicale est très supérieure à la moyenne, s'opposent l'isolement rural, la marginalité périphérique ou l'atonie rurale de territoires où les médecins, comme les services publics, se font rares et où près de dix millions de Français ont un accès de mauvaise qualité aux soins de proximité¹. Mais si la promesse républicaine d'égalité est mal en point en France, il est une autre perspective qui assombrit encore plus le tableau, planétaire celui-là.

En effet, avec l'ère de l'Anthropocène, les humains dans leur globalité semblent bien en être rendus à eux-mêmes et, dans son dernier livre sous-titré *Comment s'orienter en politique*, Bruno Latour se demande *Où atterrir*² ? La question se pose à une humanité qui s'était envolée vers l'horizon d'une mondialisation heureuse où chacun, partout sur la planète, pourrait un jour accéder au niveau de vie occidental, sans tenir compte de la finitude de notre monde. Las, cinq planètes nous seraient nécessaires et nous ne les avons pas. Alors, sidérés, nous regardons par le hublot et ne savons ni où, ni comment, nous allons atterrir et, sans réponse évidente, nous faisons comme si tout pouvait continuer ainsi. Etrange schizophrénie que cette recherche de la santé et du bonheur privés dans un monde menacé de collapse par un réchauffement climatique annoncé par des scientifiques toujours plus nombreux³.

Il peut paraître hasardeux de rapprocher deux phénomènes de niveau et nature aussi différents que les « déserts médicaux » et le changement climatique, néanmoins chacun a, à sa manière, partie liée avec la dynamique techno-économique et financière du capitalisme contemporain. La métropolisation qui concentre les humains et les richesses sur certains territoires au détriment des autres où les médecins viennent à manquer et le consumérisme généralisé qui consomme les ressources et détruit l'environnement peuvent être considérés comme des conséquences, plus ou moins directes, du même processus global que la pression démographique ne fait qu'accentuer. Avec le développement d'Internet depuis vingt-cinq ans, ce processus a pris des formes nouvelles (numérisation, société de l'information, e-économie, réseaux sociaux,...) dont les acteurs principaux, les GAFAM, ont révolutionné le modèle économique : peu d'immobilisations, peu de personnel mais une croissance et une valorisation financière exponentielles, tout en ayant une influence sociétale majeure y compris dans le domaine de la santé.

Si chacun peut les mesurer dans ses propres pratiques, l'influence et le pouvoir des GAFAM sur les territoires et la gouvernance territoriale sont encore mal connus et trop peu débattus par les citoyens. Il s'agira ici de contribuer à ce débat en mobilisant notamment la pensée complexe d'Edgar Morin⁴. Ce dernier nous conduit à envisager tout phénomène comme dialogique c'est-à-dire constitué de logiques « antagonistes et complémentaires » qui forment un tout indissociable. La technique est dialogique dans la mesure où, tout à la fois, elle libère et asservit, produit du bien-être et du malheur, actualise des potentialités et en inhibe d'autres, etc. B. Stiegler et *Ars Industrialis* parlent d'un *pharmakon*⁵, remède et poison à la fois. Dès lors, les pouvoirs publics sur les territoires ne peuvent se contenter d'accompagner le mouvement, il leur revient de se saisir réellement de ces enjeux, d'encourager la réflexion et la recherche, de susciter le débat démocratique et de proposer un projet politique. On est très loin du compte.

L'argumentation proposée s'attachera à montrer que l'action des GAFAM ou ce que nous appellerons la numérisation marchande généralisée c'est-à-dire le développement des technologies numériques mis au service de l'extension générale du marché, présente des menaces notamment pour les territoires avant de conclure sur quelques orientations en mesure de promouvoir une orientation plus positive de ce processus.

¹ E. VIGNERON, « La France des déserts médicaux », *Le Monde*, 13/10/2017

² B. LATOUR, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La découverte, 2017.

³ S. FOUCARD et M. VALO, « Quinze mille scientifiques alertent sur l'état de la planète », *Le Monde*, 13/11/2017.

⁴ E. MORIN, *La Méthode*, 2 Vol., Paris, Coll. Opus, Seuil, 2008 [1977-2004]

⁵ ARS INDUSTRIALIS, <http://arsindustrialis.org/pharmakon>, consulté le 10/12/2017

VERS LES « PORTES DE LA NUIT⁶ » OU LES MENACES DE LA NUMERISATION MARCHANDE GENERALISEE

Décrit comme un processus inéluctable, la numérisation marchande généralisée véhicule une anthropologie implicite qu'il s'agira d'identifier pour voir en quoi elle est en congruence avec le règne de la quantification et déstabilise les formes instituées dont les territoires.

La numérisation marchande généralisée comme processus inéluctable

La numérisation marchande généralisée (DMG), cette fille de la mondialisation qui en intensifie le processus, se présente avec l'évidence d'une loi naturelle. La familiarité des objets qu'elle utilise, le temps que les individus leur consacrent, la puissance de leurs promoteurs, l'enthousiasme que suscitent leurs technologies et le suivisme des autorités politiques, tout converge pour dessiner une évolution inéluctable. De surcroît, ces nouveaux maîtres ne ressemblent pas aux patrons conservateurs de l'âge industriel, ils ont gardé de leurs parents souvent passés par le mouvement hippie, le goût des mises en cause de l'ordre établi et disent travailler à l'émancipation des individus⁷. Mais, à la différence de leurs aînés, ils ont adopté le capitalisme et croient aux vertus de l'économie de marché. A travers les considérables avancées techniques dont a témoigné le colloque, ces nouveaux capitalistes, ont étendu et intensifié le pouvoir du marché en accentuant ce que l'anthropologue Karl Polanyi a défini comme le « désencastrement » social de l'économie⁸. En transformant la terre, le travail et la monnaie en marchandises (fictives), l'économie de marché a, au XIX^e siècle en Angleterre, jeté les bases de son émancipation progressive du contrôle social et politique jusqu'à, dans un effet retour, induire une généralisation la régulation marchande à la société. Avec la numérisation marchande, cette « société de marché » avance sous nos yeux à une allure inédite jusqu'à dévorer l'humain lui-même.

En une lointaine époque – 1979 – où Mark Zuckerberg n'était pas né et où Jacques Attali critiquait le capitalisme, ce dernier avait défendu la thèse selon laquelle le développement des substituts techniques du corps (prothèses) et la possibilité de le dupliquer par clonage transformeraient la santé en un immense marché aux perspectives de rentabilité sans précédent et la médecine en une activité marchande. Avec les GAFAM, cet *ordre cannibale*⁹ ne cesse de se préciser en menaçant de faire de l'humain non plus un intangible moral ou sacré mais une forme manipulable au gré des évolutions technologiques valorisables. L'idéologie posthumaniste n'annonce-t-elle pas la fin de l'humain limité, souffrant et mortel ? Prétendant en finir avec l'humain, la DGB véhicule néanmoins une anthropologie implicite qu'il est utile d'identifier.

L'anthropologie implicite de la numérisation marchande généralisée

L'homme adapté à la numérisation marchande généralisée est d'abord un individu. Cette unité élémentaire fonde un individualisme de plus en plus radical ne pensant le social que comme une somme d'individus et admettant de moins en moins l'hétéronomie de la loi. Or, bien que cette réduction du collectif à l'individuel paraisse comme une évidence, elle fait fi de l'émergence c'est-à-dire l'apparition de qualités ou propriétés au niveau du système n'existant pas au niveau de ses constituants. En prenant au sérieux ce concept central des approches de la complexité, on ne saurait donc réduire la société à l'addition des individus qui la composent. Comme l'écrit Morin : « les individus font la société qui fait les individus¹⁰ » et ne voir que la première relation correspond à une vision hémiplogique du monde social qui conduit à des politiques niant et destructrices à terme des institutions, du lien social et des solidarités.

⁶ Pour reprendre A. LEBEAU, *L'engrenage de la technique : essai sur une menace planétaire*, Paris, Gallimard, 2005, p. 256 et s.

⁷ F. TURNER, *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre-culture à la cyberculture*, Stewart Brand, un homme d'influence, Paris, CF, 2012 dont on signalera la préface de D. Cardon.

⁸ K. POLANYI, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 2009 [1944]

⁹ J. ATTALI, *L'ordre cannibale*, Paris, Grasset, 1979.

¹⁰ E. MORIN, *Pour sortir du XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1984.

Une deuxième réduction se trouve au cœur de l'anthropologie implicite de la NMG : celle de l'homme à l'*homo œconomicus*, « calculateur des plaisirs et des peines¹¹ ». Centré sur lui-même, maximisant en toutes circonstances une fonction d'utilité personnelle, ce fantôme¹² dont parlait M. Bloch, a pris une place considérable dans les représentations de l'homme en action et, en dépit d'une vraisemblance scientifique toujours plus ténue, possède un pouvoir performatif sur le plan social. Comme la neurobiologie l'a montré depuis longtemps en confirmant le scepticisme de la plupart des sciences sociales, cet individu rationnel est aveugle aux émotions qui le font agir¹³. La troisième réduction est celle de l'humain déraciné, sans attaches. En 1980, bien avant l'Internet, G. Deleuze et F. Guattari ont proposé, dans *Mille plateaux*¹⁴, « ce nouvel idéal normatif en train de naître : celui des réseaux et de l'ajustement mutuel, des identités flottantes et des frontières évanescences¹⁵ ». Par opposition à l'image de l'arbre et de ses racines qu'ils associent aux institutions territoriales, ils utilisent celle des rhizomes décrits en ces termes :

« Des systèmes acentrés, réseaux d'automates finis, où la communication se fait d'un voisin à un voisin quelconque, où les individus sont tous interchangeables, se définissent seulement par un *état* à tel moment, de telle façon que les opérations locales se coordonnent et que le résultat final se synchronise indépendamment d'une autorité centrale¹⁶. »

Cette auto-organisation à la Hayek, constitutive des fondements du néolibéralisme qui s'imposera ensuite, est ici associée à une ontologie :

« L'arbre impose le verbe "être" mais le rhizome a pour tissu la conjonction "et...et...et...". Il y a dans cette conjonction assez de force pour déraciner le verbe être¹⁷. »

Une succession d'états plutôt qu'un être. Cela fait écho à ce qui sera décrit ensuite comme la liquidité des sociétés et des individus¹⁸. Mobile, adaptable, évoluant dans des réseaux, travaillant sur projet, ne connaissant de loyauté qu'à lui-même et sa carrière, cet individu liquide est devenu un idéal dans ce que L. Boltanski et E. Chiapello appellent la « cité connexionniste¹⁹ » qu'ils voient apparaître dans les années 1990. Un peu plus tard, étudiant le monde du travail, N. Aubert identifie la figure de l'*individu hypermoderne*²⁰ qu'elle caractérise par une série de changements importants : un rapport au temps marqué par l'accélération continue, des relations de plus en plus éphémères aux autres, un rapport à soi caractérisé par le dépassement, l'intensité et une forme d'excès de soi-même, et une primauté accordée à la visibilité sur l'intériorité. Mis en concurrence avec les autres, évalué en permanence, enjoint à l'autonomie dans le cadre de procédures de plus en plus contraignants, l'individu au travail éprouve un mal-être croissant²¹. Cette anthropologie implicite est congruente avec une représentation quantifiée du réel. Pour comprendre, revenons au sens des mots.

A l'origine était le nombre : de la gouvernance par les nombres²² à la gouvernance algorithmique

Digital en anglais ou numérique en français, dans les deux langues, l'adjectif qui monopolise le champ lexical contemporain renvoie à numéro, par extension aux chiffres et, plus largement, aux nombres. Cette mise en nombres du réel constitue le fondement méthodologique et une dimension essentielle du processus qui nous occupe.

Illustrons par un exemple extrait de l'histoire médicale. A la « méthode numérique » défendue par les médecins hygiénistes du XIX^e siècle qui visait à standardiser les soins en vertu des statistiques médicales, Claude Bernard reprochait sa prétention de soigner « en moyenne » sans chercher à connaître les déterminations exactes de la maladie, connaissance nécessitant un échange avec le malade et un art consommé de la clinique²³. Ce qui se joue

¹¹ VEBLEN, T., 1898, « Why is Economics not an Evolutionary Science? », *The Quarterly Journal of Economics*, 12(4), p. 389.

¹² M. BLOCH, *Apologie pour l'Histoire*, Paris, A. Colin, 1974, p. 126.

¹³ A. DAMASIO, *L'erreur de Descartes : la raison des émotions*, Paris, O. Jacob, 1995.

¹⁴ G. DELEUZE et F. GUATTARI, *Capitalisme et schizophrénie. 2. Mille plateaux*, Paris, Minuit, 1980.

¹⁵ A. SUPIOT, *op. cit.*, p. 178.

¹⁶ G. DELEUZE et F. GUATTARI, *op. cit.*, p. 26, cité par A. SUPIOT, *Ibid.*

¹⁷ G. DELEUZE et F. GUATTARI, *op. cit.*, p.36

¹⁸ Z. BAUMAN, *Le présent liquide*, Paris, Seuil, 2007.

¹⁹ E. CHIAPELLO, L. BOLTANSKI, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999

²⁰ N. AUBERT, *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Erès, 2004

²¹ V. DE GAULEJAC et F. HANIQUE, *Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, Paris, Seuil, 2015

²² A. SUPIOT, *La gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France (2012-2014)*, Paris, Fayard, 2015

²³ A. DESROSIERES, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La découverte, 1993. Notons que les algorithmes liés au *data mining* ne fonctionnent plus aujourd'hui autour de moyennes mais prétendent par le profilage individuel respecter les singularités.

ici est bien la question de l'interprétation qui prend dans les phénomènes sociaux une importance fondamentale. Alors que toutes les formes de technocratie, numérique et, plus récemment, algorithmique, gèrent des représentations quantifiées du réel dont elles éludent ou négligent la dimension compréhensive. Or, l'intentionnalité et la nature symbolique de l'action humaine ne peuvent être comprises par la seule quantification et l'expression mathématique, statistique ou informatique qui l'accompagne. L'univers de la langue naturelle, celui qui permet d'exprimer ce qui a trait à la qualité, au sens, à l'émotion ou au vécu et de l'interpréter, est nécessaire pour comprendre l'humain dans sa dimension sociale, culturelle et politique. A vouloir le saisir et orienter son comportement par des quantités calculables, on installe une forme de déshumanisation qu'E. Morin n'hésite pas à qualifier de « barbarie²⁴ ». A. Supiot a magistralement montré que cette emprise du calcul sur la vie des hommes dont les origines sont anciennes, s'est intensifiée et mondialisée quand, accompagnant la mondialisation économique, technologique et financière, l'idéologie néo-libérale a inspiré la plupart des gouvernements et des grands acteurs économiques. Dans ce cadre idéologique où les finalités politiques sont de moins en moins discutées, la quantification et ses usages normatifs ont proliféré au nom de l'efficacité. On sait que Weber caractérisait la modernité comme un vaste mouvement de rationalisation faisant de la recherche de l'efficacité le critère principal orientant l'action humaine mais il notait aussi que cette tension vers l'efficacité s'accompagnait de la substitution de la logique des moyens à celle des finalités²⁵. Nous y sommes. Le problème réside dans le fait que l'efficacité et l'efficience qui ont investi le vocabulaire courant, ne disent rien de la pertinence des fins qu'on poursuit qui restent, de surcroît, souvent hors du débat et de la décision démocratiques. Dès lors, on peut être efficace pour atteindre un but idiot, illégitime ou néfaste. Dans les hôpitaux comme ailleurs, la rationalisation managériale en lien avec la mise en œuvre de systèmes d'information, tend à déposséder les travailleurs du sens de leur activité au nom de l'efficience. L'activité et son génie propre faits de savoirs, d'expérience et d'engagement de soi, se voient définis abstraitement, subordonnés à et évalués par des mesures quantitatives. Les ouvriers sur les chaînes de montage connaissent cette situation depuis longtemps mais, avec la révolution informatique et numérique, elle s'étend, se raffine et gagne des activités de plus en plus qualifiées. Il s'agit d'un processus de *prolétarianisation* tel que défini par B. Stiegler et *Ars industrialis*, c'est-à-dire « la perte de savoir du travailleur face à la machine qui a absorbé ce savoir²⁶ ». Elle se traduit par « la mécanisation des esprits par l'extériorisation des savoirs dans des systèmes tels que ces esprits ne savent plus rien de ces appareils de traitement de l'information qu'ils ne font plus que paramétrer²⁷ ». Cette prolétarianisation « affecte tout le monde : employés, médecins, concepteurs, intellectuels, dirigeants » comme « de plus en plus d'ingénieurs [qui] participent à des processus techniques dont ils ignorent le fonctionnement²⁸ ».

Sommes-nous conscients des finalités que nous poursuivons en recourant aux nombres et, aujourd'hui, aux algorithmes ? Avons-nous pris la mesure que ces derniers, s'ils peuvent, en vertu de leurs capacités analytiques, améliorer notre entendement au sens d'E. Kant – « le pouvoir de ramener les phénomènes à l'unité au moyen des règles²⁹ » ou catégories – sont incapables d'accéder à la raison qui « est la faculté de ramener à l'unité les règles de l'entendement au moyen des principes³⁰ » ? En d'autres termes, la raison qui exige un sens de la synthèse et renvoie au registre des finalités, est étrangère aux algorithmes. En leur confiant de plus en plus de décisions, n'avons-nous pas perdu la raison ?

L'ébranlement des territoires et des formes instituées

Si S. Weil voyait dans le déracinement « la plus dangereuse maladie des sociétés humaines³¹ », c'est que l'enracinement lui apparaissait comme une condition du bien-être des hommes. Ce dernier renvoie aux territoires, ces lieux d'ancrage des activités humaines, où elles s'enracinent dans un substrat physique et culturel, là où habiter, cet acte premier – qui ne se confond pas avec se loger –, prend une dimension ontologique³². Car en échappant à la courte laisse de la seule adaptation biologique, l'humain, à travers le territoire, et à la différence du règne animal, se crée un monde qu'il « fait advenir »³³. Ce monde affranchi des impératifs de l'adaptation-sélection l'exposant au vertige d'une infinie ouverture, il s'aménage des « sphères » où il conjugue la familiarité rassurante

²⁴ E. Morin, *La Voie*, Paris, Fayard, 2011.

²⁵ WEBER, M., 2003, *Economie et société, T.1 et T.2*, Paris, Pocket, [1922]. M. WEBER,

²⁶ <http://arsindustrialis.org/proletarianisation>, consulté le 09/08/2017

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ KANT, E., 2006, *Critique de la raison pure*, Paris, Flammarion, traduction A. Renaut, [1781, 1787], p.256.

³⁰ *Ibid.*

³¹ S. WEIL, *L'Enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1949, p.39.

³² M. HEIDEGGER, *Bâtir, habiter, penser, essais et conférences*, Paris, Gallimard, 1958.

³³ P. SLOTERDIJK, *La domestication de l'être*, Mille et une nuits, 2000.

du proche et l'exposition inquiétante au lointain. Quand elle est négligée, cette dialogique territoriale peut dégénérer soit en une fermeture identitaire, soit en une dissolution dans l'ouverture, les deux pouvant s'engendrer mutuellement. La mondialisation numérique et marchande associée à la seconde suscite de plus en plus souvent des phénomènes relevant de la première. On ne peut donc rencontrer positivement l'espace, les autres et l'inconnu qu'à partir d'une inscription territoriale qui, de plus en plus, au moins sur le plan des représentations, apparaît comme une perspective folklorisante ou commerciale à valoriser en termes de marque. Si la spatialité l'emporte sur la territorialité, on peut la penser mathématiquement comme le montre l'exemple du rapport Thouret de septembre 1789.

Celui qui deviendra un peu plus tard, le président de l'Assemblée constituante proposa de remplacer les institutions territoriales d'Ancien Régime par des espaces géométriques³⁴ – des carrés de surface identique pour les départements – eux-mêmes divisés en neuf carrés similaires pour les communes. Ce modèle visait à définir ces nouveaux périmètres institutionnels par un *nombre*, en l'occurrence une fraction égale de la souveraineté nationale. Mirabeau s'y opposa en défendant une « division matérielle et de fait, propre aux localités et aux circonstances ». Si ce projet n'aboutira pas, il montre que l'*hubris* du nombre – la croyance en l'omniscience et l'autosuffisance de la quantification – trouve, en partie au moins, son origine dans la Révolution française et l'esprit des Lumières. Derrière cette forme de pensée, on trouve la conviction que la science et la technique inspirant la politique, le progrès est assuré. Sous des formes différentes, l'Etat étant la solution dans un cas, le problème dans l'autre, les révolutionnaires français et les GAFAM aujourd'hui partagent ce credo. Le salut viendra de la technoscience. Une critique de cette position a été faite par les auteurs de l'école de Francfort puis reprise par J. Habermas dans *La technique et la science comme « idéologie »*³⁵.

Selon lui, la science beaucoup moins ancienne que la technique – des siècles contre des millions d'années –, en fut longtemps indépendante avant, à partir de la fin du XIX^e siècle, qu'elles deviennent interdépendantes en même temps que mises au service de l'industrie. Cette technoscience, associée au progrès, a investi la sphère politique où les décisions ont été de plus en plus inspirées par des experts ou techniciens généralement venus du monde marchand au détriment des citoyens décidant de leur avenir commun. La légitimation technoscientifique des décisions masque une domination que critique Habermas au nom ce qu'il appellera plus tard *l'agir communicationnel*³⁶ par lequel on cherche par la discussion à s'accorder avec les autres, à interpréter la situation de manière commune et à s'entendre sur la conduite à adopter.

Avec les algorithmes et l'innovation disruptive, ce processus prend une forme plus aigüe que B. comment B. Stiegler évoque ainsi :

« Avec la réticulation par les algorithmes, on assiste à une accélération inouïe de l'innovation, qui s'était déjà très fortement accentuée après la Seconde Guerre mondiale. Mais à présent, la technique réticulaire court-circuite systématiquement tout ce qui contribue à l'élaboration de la civilisation. Ce qui nous arrive de la Silicon Valley vient liquider l'état de droit en tant qu'état délibératif fondé sur des légitimités réfléchies³⁷. »

En effet, ces « légitimités réfléchies » font cruellement défaut. D'abord parce qu'il manque une réflexion et des connaissances sur ce qui se produit³⁸, situation légitimant pleinement ce colloque. A l'abri du secret commercial, les industries numériques font la course en tête, captant l'expertise, prenant le droit de vitesse tout en investissant massivement la société en la déstabilisant. Ensuite parce que le consommateur demeure via le marché la principale cible. Parmi les mois multiples de l'individu contemporain, le consommateur a pris une place centrale reléguant le citoyen, voire l'être social et culturel, au second plan or le capitalisme consumériste maîtrise depuis longtemps des techniques d'influence (marketing, publicité,...) qui, avec les algorithmes, atteignent une précision individuelle par les profilages. Enfin, comme déjà évoqué, parce que les politiques peinent à penser et, *a fortiori*, à contrôler le processus, nombre d'entre eux se contentant de sauter sur leur chaise en criant à l'unisson : « Innovons, innovons ! ». Cette posture d'accompagnement n'est pas à la hauteur des enjeux car elle consiste à favoriser techniquement et à légitimer culturellement l'action d'entreprises dont certaines n'hésitent pas à revendiquer une certaine « barbarie ».

³⁴ P. ROGGERO, 2006, *Sociologie des représentations du pouvoir local*, Sudbury, Université Laurentienne, Série sciences humaines.

³⁵ J. HABERMAS, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.

³⁶ J. HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987.

³⁷ A. GUITON, « Interview de B. Stiegler », *Libération*, 1/07/2016.

³⁸ Signalons le récent P.M. MENGER et S. PAYE (dir), *Big data et traçabilité numérique. Les sciences sociales face à la quantification massive des individus*, Paris, Collège de France, 2017 et le séminaire « Étudier les cultures du numérique : approches théoriques et empiriques » coordonné par A. CASILLI à l'EHESS.

Par exemple, l'accélérateur de start up *The Family* a créé une plateforme intitulée MBA pour Mastering *Barbarian Administrations* après avoir annoncé que « les barbares (sic) attaqu[ai]ent³⁹ ». Par-delà la provocation, la radicalité du glissement sémantique de *business* à *barbarian* peut être interprétée comme révélatrice du changement qui affecte l'entrepreneuriat du numérique qui est, lui-même, intimement lié à la spéculation financière. Le temps long de l'investissement, de la création d'emplois et de valeur et de l'activité inscrite dans un contexte social à respecter semble bien révolu dans cet univers où une logique de court terme prévaut, celle de coups qui permettent de faire la « culbute⁴⁰ » sans autre considération. Ces capitalistes « décomplexés » travaillent-ils pour le bien commun ? Il est permis d'en douter. Quant à la main invisible qui ferait de l'esprit de lucre le fondement du bien-être social, ceux qui y croient savent qu'il y faut des conditions notamment de concurrence et sûrement pas des situations de quasi-monopole comme celles de Google ou Microsoft. L'idéologie de la Silicon Valley et de ses thuriféraires locaux se présente comme apolitique. D'ailleurs, cela fait partie de l'« ancien monde » où l'on s'écharpe en débats stériles. L'action menée avec pragmatisme – celui de l'entrepreneur plus que celui, plus substantiel et démocratique, d'un Dewey⁴¹ – est le seul crédo qui vaille. Mais, si la politique est explicitement absente, sa présence implicite ne fait pas de doute.

Qu'il s'agisse de la valorisation de l'entrepreneuriat sur le modèle start up comme horizon existentiel, de l'individualisation héroïsante de l'entrepreneur, de l'exaltation du consommateur, du marché comme régulateur social, du changement permanent comme nécessité, du réseau comme seule figure du collectif, de l'anglais comme sabir à slogans ou de l'éthique comme objet économique, etc., on a bien affaire à une vision politique qui ne dit pas son nom. Par contre, on sera bien en peine d'y trouver : l'institution et sa pérennité, la loi et son hétéronomie s'imposant au nom de l'intérêt général, la société et ses relations de don, le territoire et sa singularité, sinon comme terrains de conquête commerciale au nom de l'intérêt du consommateur. Une certaine vacuité que C. Castoriadis eut pu qualifier de « montée de l'insignifiance⁴²».

La science elle-même semble remise en question. Dans un texte célèbre⁴³, C. Anderson annonce que la numérisation marchande généralisée rend la méthode scientifique « obsolète ». Selon lui, les corrélations constatées en continu par les algorithmes dans les données massives se substituent aux causalités qui viennent classiquement valider des hypothèses issues de modèles théoriques. En quelque sorte, on ne sait pas pourquoi les choses se passent comme elles se passent mais elles se passent ainsi et cela suffit. En termes kantien, l'entendement devenu autosuffisant dispose de la raison et la renvoie au magasin des accessoires du « vieux monde ». « Donnez-moi des données, je n'ai pas besoin de théorie », telle est la nouvelle science algorithmique. Inutile la patiente histoire des idées, superflue la familiarité avec la culture d'un objet et de la discipline qui l'étudie, superfétatoire la délibération éthique sur des questions de recherche, une nouvelle forme de statistique croisant en permanence des données qui s'accumulent continuellement élucide le réel en en donnant une image qui s'actualise sans cesse. Peu importe que, très souvent, les données et les logiciels relèvent du secret commercial, cette nouvelle image du monde peut se dispenser de la controverse scientifique, du contrôle des résultats par une communauté de chercheurs publics disposant des mêmes informations⁴⁴. Cette lumière nouvelle s'accompagne d'une grande opacité, oxymore qui en appelle un autre.

QUELQUES PISTES CONCLUSIVES : POUR ACTUALISER LES POTENTIALITES DES TECHNOLOGIES NUMERIQUES

Technophobe vs technophile, pro-marché vs anti-marché, pro-GAFAM vs anti-GAFAM, etc., les injonctions dichotomiques ne manquent pas face à la numérisation marchande généralisée. Si, jusqu'ici, nous avons fait la part belle à la critique c'est en raison du sentiment d'urgence que nous partageons avec beaucoup d'auteurs face aux menaces que présente ce processus. Menaces confirmées par de nombreux penseurs de la technique qui, de G. Simondon à J. Ellul, d'A. Lebeau à L. Mumford, de T. Adorno à M. Heidegger, ont pointé l'autonomisation croissante du système technique par rapport à la décision humaine. L'association du techniquement possible et de l'économiquement rentable dispose d'une force d'entraînement telle qu'elle interroge sur les possibilités effectives de la contrôler aujourd'hui. Dans ces conditions, est-il encore permis d'espérer ? Assurément dans une perspective

³⁹ Site « Les barbares attaquent », <http://barbares.thefamily.co/> consulté le 10/11/2017

⁴⁰ Terme employé dans le monde financier pour désigner un gain à la fois très important et très rapide.

⁴¹ J. DEWEY, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 1993.

⁴² C. CASTORIADIS, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, coll. Essais, 2007.

⁴³ C. ANDERSON, « The end of theory: The data deluge lakes the scientific method obsolete », *Wired Magazine*, 23 juin 2008.

⁴⁴ B. STIEGLER, *La société automatique. I. L'avenir du travail*, Paris, Fayard, 2015

dialogique qui conduit à voir aussi les potentialités fécondes que la numérisation généralisée recèle ou pourrait receler. L'improbable « métamorphose » que, depuis longtemps, Edgar Morin appelle de ses vœux demeure une possibilité⁴⁵ et la complexité s'accompagnant toujours de l'imprévisibilité, on se doit d'espérer. Mais l'espoir appelle une action résolue qu'il est plus que temps d'entreprendre car il ne s'agit rien de moins que d'un enjeu de civilisation. Parmi bien d'autres pistes possibles, nous signalerons le besoin d'encourager une recherche interdisciplinaire, le refus de la prolétarisation généralisée et l'urgence d'une gouvernance authentiquement politique.

Un besoin de connaissances

S'intéressant au numérique depuis longtemps, B. Stiegler en a proposé avec l'association *Ars Industrialis* (Association internationale pour une politique industrielle des technologies de l'esprit), une critique tournée vers l'action. Constatant qu'accaparées par le marché, les potentialités du numérique ne s'actualisent que dans un approfondissement du consumérisme dans un processus qui rend fou⁴⁶, il prône une autre orientation associant les populations et les différents acteurs dans la définition et l'élaboration des outils numériques. A cette condition, il serait possible de mettre en place une « économie contributive » où chacun pourrait contribuer à la création de valeur en sortant du seul statut de salarié dans le cadre d'un système de rémunération inspiré de celui des intermittents du spectacle. La recherche-action qu'il mène aujourd'hui sur le territoire de Plaine Commune⁴⁷ en Seine-Saint-Denis pourrait inspirer d'autres territoires dans la mesure où elle met en œuvre une recherche doctorale multidisciplinaire dont l'objectif est de produire des connaissances nécessaires aux acteurs (citoyens, entreprises, collectivités,...) dans la perspective de créer des outils numériques et des modèles socio-économiques alternatifs.

Conjurer la prolétarisation

« Mon sentiment est que nous allons vers un corps médical à deux vitesses. D'un côté, il y aura des médecins dont le statut ne sera pas très éloigné de celui d'une assistante sociale. De l'autre, des techniciens qui paramètreront les algorithmes et géreront cette médecine 2.0⁴⁸ »

En s'exprimant ainsi, le médecin co-fondateur du site *Doctissimo*, L. Alexandre, tout en appelant à s'y adapter, témoigne de lourdes craintes sur l'avenir de la médecine. Ces risques de déqualification touchent, comme nous l'avons vu, des fonctions, des métiers et des personnes de plus en plus qualifiés. Plutôt que de déqualifier des fonctions, des métiers et des personnes au profit des géants du Net, les technologies du numérique peuvent être conçues avec et pour les professionnels, afin de les accompagner et de les aider à décider sans se substituer à eux. Les conditions organisationnelles, culturelles et financières permettant une telle production doivent être systématiquement explorées et des opportunités d'évolution positive pourraient être saisies. Par exemple, pour pallier une forme de déshumanisation de l'exercice médical que certains dénoncent parmi les patients voire des médecins eux-mêmes⁴⁹, la formation des médecins pourrait être questionnée en profondeur et les contenus enseignés redéfinis. Aidés dans l'expertise technico-médicale par les algorithmes, les médecins pourraient (re)devenir des cliniciens ayant une vision plus globale et contextuelle du malade, conscients de l'importance de la qualité des relations avec le patient et ses proches et, *in fine*, décidant réellement avec eux. De manière générale, la numérisation généralisée peut s'avérer féconde si elle permet d'améliorer les relations humaines.

Une politique authentiquement politique

Comme en France, un peu partout dans le monde, les gouvernements tablent sur une « libération » de l'économie en misant sur l'« innovation numérique » pour retrouver la croissance. Cette *doxa* contemporaine réunit dans un même mouvement les chefs d'entreprise du secteur et les représentants politiques avec l'idée que les intérêts des uns convergent nécessairement avec la mission des autres. Entendons-nous : il est, bien sûr, légitime que les pouvoirs publics se préoccupent de ce domaine stratégique qui fait dépendre les Européens, entre autres, d'entreprises américaines et l'on peut regretter que l'Union européenne n'en ait pas encore fait une priorité absolue.

⁴⁵ E. MORIN, *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard, 2011.

⁴⁶ B. STIEGLER, *Dans la disruption : comment ne pas devenir fou ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016.

⁴⁷ J. GALLE, « Conversation avec B. Stiegler : " Faire de Plaine Commune en Seine-Saint-Denis le premier territoire contributif de France" », *La Croix*, 10/01/2017

⁴⁸ G. MEIGNAN, 2016, « Les algorithmes vont-ils tuer les médecins ? Débat entre L. Alexandre et J. Lucas », *L'Express*, 15/02.

⁴⁹ M. WINCKLER, 2016, *Les brutes en blanc. La maltraitance médicale en France*, Paris, Flammarion ou, moins polémique, *Le Patient et le Médecin*, Montréal, PUM, 2014

Mais, cela veut-il dire pour autant qu'il faille singer le modèle californien ? Les technologies du numérique autorisent d'autres projets que celui qu'E. Sadin appelle le « technolibertarisme⁵⁰ » qui, de manière massive, vide la politique de sa substance en généralisant la société de marché.

De tout ça, il est urgent de débattre.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, C., 2008, « The end of theory: The data deluge lakes the scientific method obsolete », *Wired Magazine*, 23/06.
- ARS INDUSTRIALIS, <http://arsindustrialis.org>
- ATTALI, J., 1979, *L'ordre cannibale*, Paris, Grasset.
- AUBERT, N., 2004, *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Erès.
- BLOCH, M., 1974, *Apologie pour l'Histoire*, Paris, A. Colin, [1949].
- BAUMAN, Z., 2007, *Le présent liquide*, Paris, Seuil.
- CASILLI, A., « Étudier les cultures du numérique : approches théoriques et empiriques », EHESS, <https://enseignements-2017.ehess.fr/2017/ue/240/>
- CASTORIADIS, C., 2007, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, coll. Essais.
- CHIAPPELLO, E. et L. BOLTANSKI, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- DAMASIO, A., 1995, *L'erreur de Descartes : la raison des émotions*, Paris, O. Jacob.
- DELEUZE, G., et F. GUATTARI, 1980, *Capitalisme et schizophrénie. 2. Mille plateaux*, Paris, Minuit.
- DEWEY, J., 1993, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, PUF, [1938].
- KANT, E., 2006, *Critique de la raison pure*, Paris, Flammarion, traduction A. Renaut, [1781, 1787].
- LATOUR, B., 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La découverte.
- DESROSIERES, A., 1993, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La découverte.
- FOUCARD, S., et M. VALO, 2017, « Quinze mille scientifiques alertent sur l'état de la planète », *Le Monde*, 13/11.
- GALLE, J., 2017, « Conversation avec B. Stiegler : " Faire de Plaine Commune en Seine-Saint-Denis le premier territoire contributif de France" », *La Croix*, 10/01.
- GAULEJAC DE, V. et F. HANIQUE, 2015, *Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, Paris, Seuil.
- GUITON, A., 2016, « Interview de B. Stiegler », *Libération*, 1/07.
- HABERMAS, J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HABERMAS, J., 1973, *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard.
- HEIDEGGER, M., 1958, *Bâtir, habiter, penser, essais et conférences*, Paris, Gallimard.
- LEBEAU, A., 2005, *L'engrenage de la technique : essai sur une menace planétaire*, Paris, Gallimard.
- MENGER P.M. et S. PAYE (dir), 2017, *Big data et traçabilité numérique. Les sciences sociales face à la quantification massive des individus*, Paris, Collège de France.
- MORIN, E., 2011, *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard.
- MORIN, E., 2008, *La Méthode, 2 Vol.*, Paris, Coll. Opus, Seuil, [1977-2004].
- MORIN, E., *Pour sortir du XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1984.
- POLANYI, K., 2009, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, [1944].
- ROGGERO, P., 2006, *Sociologie des représentations du pouvoir local*, Sudbury, Série sciences humaines.
- SADIN, E., 2016, *La silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Paris, ed. L'Echappée.
- SLOTERDIJK, P., 2000, *La domestication de l'être*, Mille et une nuits.
- STIEGLER, B., 2016, *Dans la disruption : comment ne pas devenir fou ?*, Paris, Les Liens qui libèrent.
- STIEGLER, B., 2015, *La société automatique. 1. L'avenir du travail*, Paris, Fayard.
- SUPIOT, A., 2015, *La gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France (2012-2014)*, Paris, Fayard.
- THE FAMILY, Site « Les barbares attaquent », <http://barbares.thefamily.co/>.
- F. TURNER, *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre-culture à la cyberculture, Stewart Brand, un homme d'influence*, Paris, CF, 2012 [2014].
- VEBLEN, T., 1898, « Why is Economics not an Evolutionary Science? », *The Quarterly Journal of Economics*, 12(4), 373-397.
- VIGNERON, E., 2017, « La France des déserts médicaux », *Le Monde*, 13/10.
- WEBER, M., 2003, *Economie et société, T.1 et T.2*, Paris, Pocket, [1922].
- WEIL, S., 1949, *L'Enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard.
- WINCKLER, M., 2016, *Les brutes en blanc. La maltraitance médicale en France*, Paris, Flammarion.
- WINCKLER, M., 2014, *Le Patient et le Médecin*, Montréal, PUM.

⁵⁰ E. SADIN, *La silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Paris, ed. L'Echappée, 2016, p. 123 et s.